

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 Avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ARKEMA FRANCE**

Usine de Serquigny  
27470 Serquigny

Références : UBDEO.ERC.2026.03.124.IED  
Code AIOT : 0005800355

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Usine de Serquigny 27470 Serquigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA FRANCE
- Usine de Serquigny 27470 Serquigny
- Code AIOT : 0005800355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine est spécialisée dans la fabrication de polymères sous forme de granulés et de poudres

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a fait part des améliorations réalisées sur le site qui ont un effet positif sur les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux : le nombre de dépassement en MES/DCO a fortement diminué suite à un travail sur la ségrégation des effluents à la source, au programme de

curage des réseaux et l'ajout d'une filtration avant rejet. En parallèle, les prélèvements d'eau dans la rivière pour alimenter le process ont fortement diminué : - 60% entre 2017 et 2024, l'effluent à traiter avant rejet étant plus concentré, une attention particulière a été portée sur la qualité du rejet.

Le curage du bassin d'observation/décantation a été réalisé en octobre 2025 lors de l'arrêt annuel. L'exploitant a débuté les opérations de démantèlement des équipements d'alimentation en combustible des chaudières suite au passage du fioul au gaz. Les cuves de stockage de fioul sont encore à démanteler et à évacuer.

L'exploitant a précisé que le POI et l'étude des dangers du site ont été actualisés, les versions de l'étude des dangers et du POI à la connaissance de la DREAL sont anciennes, elles datent respectivement de 2009 et de 2020. Les versions actualisées n'ont pas été portées à la connaissance de l'inspection. Une vérification de la situation administrative est également nécessaire compte tenu de l'absence de mise à jour du tableau des rubriques ICPE depuis le récépissé en date du 28/02/2018. Deux porter à connaissance ont été traités en 2020 et 2022 mais le tableau intégral n'a pas fait l'objet d'une mise à jour.

**Demande n°1 :** l'inspection demande à l'exploitant de porter à sa connaissance le POI, l'étude des dangers, le plan de masse actualisé, le tableau des rubriques ICPE actualisé ainsi que les mesures prises ces dernières années pour réduire l'impact du site sur son environnement. Ces éléments sont distincts du dossier de réexamen IED.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Périmètre IED	Code de l'environnement du 02/02/2026, article R.515-58	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
3	Inventaire des émissions atmosphériques et des flux d'effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
4	Emissions diffuses de COV	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.2.3.2.IV de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
5	Emissions canalisées	Arrêté Ministériel du 04/11/2014, article 5.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réexamen des conditions d'autorisation	Code de l'environnement du 02/02/2026, article R.515-71.I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en conformité du site aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie (échéance de mise en conformité : 12 décembre 2026) : l'inspection a porté par sondage sur les articles principaux à respecter.

L'exploitant doit compléter son dossier, **sous 5 mois**, afin d'apporter les éléments justificatifs nécessaires notamment pour répondre, dans les délais indiqués, aux 8 demandes formulées dans les fiches de constats portant sur le périmètre IED, l'inventaire des émissions atmosphériques et des flux d'effluents aqueux, les émissions diffuses de COV et la surveillance des COV.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réexamen des conditions d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/2026, article R.515-71.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un dossier de réexamen par courrier du 18/12/2023. L'inspection a formulé une demande de compléments le 15/04/2025. Les éléments complémentaires au dossier de réexamen ont été transmis au préfet par courrier de l'exploitant du 10/07/2025.  Des éléments justificatifs complémentaires sont demandés dans les articles suivants.  L'instruction du dossier de réexamen fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'actualiser notamment les valeurs limites d'émissions et les fréquences de surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Périmètre IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/2026, article R.515-58
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Périmètre IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.
<b>Constats :</b>  Le dossier de réexamen précise, au paragraphe 3.5.5, les activités que l'exploitant a exclu du périmètre IED : <ul style="list-style-type: none"><li>- les activités tertiaires du site : les bureaux, les salles de réunion, les locaux des archives, les sanitaires, les vestiaires et le restaurant d'entreprise sont exclus du périmètre IED,</li><li>- les ateliers annexes non liés à l'IED : le magasin général (stockage de pièces pour l'entretien/maintenance), l'atelier d'entretien et le laboratoire d'analyse qualité,</li><li>- l'installation de production d'azote exploitée par AIR PRODUCTS dans l'enceinte du site ARKEMA.</li></ul> 1/ S'agissant de l'installation de production d'azote géré par AIR PRODUCTS, l'exclusion n'est pas justifiée compte tenu que cette installation est nécessaire au bon fonctionnement de l'activité IED (fabrication de polymères) : l'azote permet d'inertiser les stockages de matières premières et les procédés de fabrication.  <i>Pour rappel :</i> le périmètre IED est composé de toutes les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature, ainsi que les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution (dites « installations connexes » ou « activités connexes »). Il n'englobe pas nécessairement toutes les installations de l'établissement mais, de façon générale, les cas où on peut réellement considérer que certaines installations ou équipements réglementés au sein de l'autorisation d'un établissement comprenant des installations 3000 peuvent être exclus du périmètre IED seront de fait plutôt l'exception que la règle. Les installations (ou activités) connexes peuvent être des installations (ou activités) auxiliaires qui servent essentiellement une activité IED (une installation classée sous une rubrique 3000) et qui n'auraient pas lieu d'être au sein de l'établissement sans celle-ci. L'existence d'une connexion technique (exemple par tuyauterie, convoyage, etc.) entre une installation et l'installation 3000 n'est pas déterminante pour définir cette première installation comme connexe. Il suffit que l'installation soit liée à la finalité du procédé et aux flux de matières. Par exemple, les activités suivantes peuvent être considérées comme connexes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Installations de combustion qui fournissent chaleur et/ou électricité ;</li><li>- Fourniture, stockage, manipulation et préparation des matières premières qui entrent dans le</li></ul>

procédé ;

- Manipulation de produits intermédiaires (par exemple lorsqu'il y a deux activités IED et une activité intermédiaire entre les deux) ou de produits finis ;
- Traitement ou stockage des co-produits, des déchets ou traitement des émissions (par exemple : les unités de traitement des effluents, STEP, incinérateur d'effluents, etc.).

2/ Plan du périmètre IED (figure 3 de la page 26)

Des bâtiments semblent exclus de ce plan sans explication (exemple bâtiments n° 47, 69 et 83 ; 25 et 26 et tous les bâtiments proches Fond de cour sont masqués par la légende : n°77 73, 80, 78, 74 ), la cohérence entre les exclusions mentionnées au paragraphe 3.5.5 et le plan du périmètre IED doit être vérifiée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 2 :** L'inspection demande à l'exploitant de justifier l'exclusion de l'installation de production d'azote exploitée par AIR PRODUCTS et de mettre à jour le plan du périmètre IED (figure 3 de la page 26).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 3 : Inventaire des émissions atmosphériques et des flux d'effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inventaire

**Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :

i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris :

- a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ;
- b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ;
- c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment :

- a. Le ou les points d'émission ;
- b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ;
- c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub>, Cl<sub>2</sub>, HCl) et la variabilité de ces paramètres ;
- d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduels ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ;
- e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ;
- f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ;

- h. La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2. La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduels est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ;
- iii. Des informations aussi sur les émissions atmosphériques diffuses, notamment :
- a. L'identification de la ou des sources des émissions ;
  - b. Les caractéristiques de chaque source d'émissions (par exemple émissions fugitives ou non fugitives ; source fixe ou mobile ; accessibilité de la source des émissions ; source couverte ou non par un programme LDAR de détection et de réparation des fuites) ;
  - c. Les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions, y compris :
    - 1) L'état physique ;
    - 2) La pression de vapeur de la ou des substances présentes dans le liquide, la pression du gaz ;
    - 3) La température ;
    - 4) La composition (en poids pour les liquides ou en volume pour les gaz) ;
    - 5) Les propriétés dangereuses de la ou des substances ou des mélanges, y compris les substances ou mélanges CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2 ;
  - d. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques diffuses ;
  - e. La surveillance (voir les 3.2.3.1, 3.2.3.2 et 3.2.3.3) ;
- iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :
- a. Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
  - b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;
  - c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO<sub>5</sub>, rapport DBO<sub>5</sub>/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

## Constats :

### *Commentaire de l'inspection :*

L'inventaire des flux pour les émissions dans l'eau et l'air constitue la base de la stratégie de traitement des effluents d'une installation. Il ne se limite pas aux paramètres mesurés dans le cadre de la surveillance réglementaire, mais fournit également des informations sur la composition qualitative ou quantitative de l'ensemble des flux de polluants présents, ou susceptibles d'être présents, au sein du site. Il peut également servir de base à la mise en œuvre d'autres meilleures techniques disponibles (MTD). Il permet, par exemple, de justifier la nécessité de surveiller ou non certains polluants, de justifier la pertinence de l'utilisation de certaines techniques de traitement (traitement à la source, pré-traitement, traitement final) à partir des caractéristiques des effluents, ou encore de justifier la présence ou l'absence de certaines substances qui ont une influence sur le niveau d'émissions associé aux MTD. L'inventaire des flux doit être établi, conformément aux principes définis dans le guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement (il est conseillé d'utiliser le projet de guide disponible sur ce sujet de l'inventaire).

### Constats lors de la visite :

L'inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses et des flux d'effluents aqueux

présenté dans le dossier de réexamen n'est pas suffisamment argumenté par rapport aux attendus du guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement:

- par exemple, l'inventaire ne présente pas la liste de toutes les substances susceptibles d'être présentes au sein du site. Les arguments de l'exploitant justifiant du choix des substances "pertinentes" à retenir pour le positionnement par rapport aux VLE et à la surveillance ne sont pas développés.

- s'agissant des rejets aqueux : l'exploitant a demandé une adaptation de la fréquence de surveillance (paragraphe 6 de son dossier de réexamen) pour plusieurs paramètres sans justifier si les séries de données font clairement apparaître une stabilité suffisante. La justification de demande d'adaptation de la fréquence de surveillance doit être établie, conformément aux principes définis dans le guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement (guide validé "Évaluation de la stabilité des émissions aqueuses et atmosphériques des industries").

A l'aide de cet inventaire, l'exploitant pourra confirmer ou modifier son positionnement sur le respect des VLE et les fréquences de surveillance à appliquer (notamment aux points 3.2, 3.3, 5.1 et 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024).

La caractérisation initiale de la toxicité de l'effluent aqueux rejeté a débuté fin 2025, les résultats seront à interpréter en prenant en compte les préconisations des projets de guides reconnus par le ministre chargé de l'environnement ("inventaire des flux" et "écotoxicité").

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté l'état de corrosion importante des 4 cuves de stockage des effluents industriels près du bassin d'observation/décantation. L'exploitant a précisé que des travaux sont prévus cette année.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 3 :** L'exploitant doit, avant le 12 décembre 2026, établir un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, sur la base du projet de guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

**Demande n° 4 :** L'exploitant doit, avant le 12 décembre 2026, présenter son positionnement vis-à-vis des valeurs limites d'émission/fréquences réglementaires de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 susvisé applicables à tous les paramètres et substances pertinents, déterminés à l'aide de l'inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses et des flux d'effluents aqueux.

**Demande n° 5 :** En cas de demande d'adaptation de la fréquence de surveillance, l'exploitant doit, avant le 12 décembre 2026, justifier sa demande sur la base du projet de guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Afin de statuer sur le positionnement de l'exploitant avant la date du 12 décembre 2026, l'inspection lui demande de transmettre les documents sous **un délai de 5 mois**.



**Demande n° 6 :** L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un plan d'action pour remédier à l'état de corrosion importante des 4 cuves de stockage des effluents industriels.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 4 : Emissions diffuses de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.2.3.2.IV de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions diffuses de COV

**Prescription contrôlée :**

IV. Les dispositions de surveillance s'appliquent lorsque la quantité annuelle d'émissions diffuses de COV, estimées conformément au point 3.2.3.1, provenant de l'unité est supérieure aux valeurs suivantes :

- pour les émissions fugitives :
  - 1 tonne de COV par an dans le cas des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B ; ou
  - 5 tonnes de COV par an dans le cas des autres COV ;
  
- pour les émissions non fugitives :
  - 1 tonne de COV par an dans le cas des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B ; ou
  - 5 tonnes de COV par an dans le cas des autres COV.

**Constats :**

L'exploitant considère comme "Non applicable" cet article au vu des émissions diffuses totales calculées et estimées à 4,4 tonnes/an dans son dossier de réexamen (paragraphe 4.1.2.2).

Or le PGS de 2024 précise que pour "atelier traitement alimentaire au méthanol" nommé UFG Aval, la quantité totale d'émissions diffuses est de 6,5 tonnes/an.

Compte tenu des conclusions de ce PGS, l'inspection considère que cet article est applicable et que l'exploitant doit mettre en œuvre une surveillance telle que demandé sauf justification contraire.

Lors de la visite terrain, les observations suivantes ont été formulées :

- une accumulation de poussières blanches en toiture est constatée autour de la cheminée n°3 d'après l'exploitant (événements des lignes 13 et 14 de l'atelier de polymérisation),
- les cheminées ne sont pas repérées, une étiquette permettrait de bien localiser les conduits. Le plan en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation est à actualiser afin d'être en cohérence (voir annexe du présent rapport).

L'exploitant a installé un traitement par charbon actif sur le rejet de l'évent du réseau du fluide caloporteur de la centrale Haute Température afin de traiter les polluants émis. Une réflexion est en cours sur les cuves de stockages de méthanol : modifier le balayage à l'azote pour réduire les émissions de COV.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n° 7 :</b> L'inspection demande à l'exploitant de vérifier son positionnement par rapport à l'article 3.2.3.2.IV de l'annexe I et de remédier aux observations formulées lors de la visite terrain : - repérage des conduits et plan à actualiser, - et action à mettre en place pour nettoyer et expliciter l'origine des émissions de poussières au niveau de cheminée n°3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 5 : Emissions canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/11/2014, article 5.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites pour les émissions canalisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émission fixées aux points 5.1.1 à 5.1.5 s'appliquent dans le cas général.  Pour la fabrication de certains polymères, ces valeurs limites d'émission sont complétées par les valeurs fixées au point 5.3.
<b>Constats :</b>  Pour rappel : le point 1.2.1.VIII. de l'annexe I de l'arrêté ministériel susmentionné précise : <i>Aux fins du calcul des débits massiques relatifs aux valeurs limites soumises à une condition portant sur le flux, lorsque des gaz résiduels présentant des caractéristiques similaires - contenant par exemple les mêmes (types de) substances ou présentant les mêmes (types de) paramètres - et rejetés par plusieurs cheminées distinctes pourraient être rejetés par une cheminée commune, ces cheminées sont considérées comme une seule cheminée.</i>  Ainsi, s'il est admis que des cheminées sont raccordables, et qu'elles ne le sont pas physiquement, les flux doivent être additionnés pour vérifier le dépassement des flux coupure, selon les paramètres applicables. Si le flux coupure est dépassé, la VLE s'appliquera alors pour chaque émissaire considéré. La non raccordabilité des cheminées doit être justifiée par l'exploitant avec des arguments techniques et économiques. Des cheminées séparées d'une distance supérieure à 300 m ou rejetant des gaz résiduels avec des caractéristiques différentes sont considérées comme non raccordables.

A ce titre, sauf justification technique probante contraire, l'inspection des installations classées considère que les cheminées suivantes doivent être considérées comme une «cheminée virtuelle» :

- cheminée virtuelle n°1 : points de rejets canalisés n°7 ; n°12 et n°13,
- polluants rejetés par cette cheminée virtuelle : COVT.

Ce constat est formulé, à ce stade, au vu du dossier. Les compléments attendus pour répondre au point de contrôle n°3 "inventaire" pourront faire évoluer ce constat (liste des points de rejets canalisés à considérer pour vérifier l'application du principe de "cheminée virtuelle", substances pertinentes à retenir).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 8 :** L'exploitant doit se positionner en utilisant la notion de "cheminée virtuelle".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois